DES CHEFS TOUAREGS LANCENT UN APPEL AU PRÉSIDENT BOUTEFLIKA

Le Tassili sur une poudrière

Au cours d'une rencontre avec des journalistes, hier, à Dély-Brahim, El Hadj Brahim Ghouma, membre du Conseil de la nation et secrétaire national des Sages et des Notables du Tassili N'Ajjer, en présence de trois notables de la région d'Illizi et de Tamanrasset, a sévèrement critiqué les autorités publiques dans ce qu'il appelle «une grave dérive» et dénonce l'exclusion des représentants légaux des Touareg de la région au profit d'«intrus qui veulent semer l'anarchie et le désordre dans une région très éprouvée et avec lesquels le ministre de l'Intérieur est en consultation».

El Hadj Brahim Ghouma s'est interrogé sur «les objectifs qui animent ces inconnus étrangers à la région et la marginalisation des vrais représentants des Touareg et leur exclusion des consultations avec Ould Kablia». «Nous avons, a-t-il dit, envoyé une lettre au président de la République dans laquelle nous lui demandons de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à cette mascarade.» «Nous avons tenu une réunion avec tous les chefs des tribus du Tassili N'Ajjer, le 30 mars dernier, pour débattre de la situation, en Algérie et dans les pays voisins et dans la région du Sahel». «Nous demandons, a-t-il insisté, à connaître le contenu des ces réformes qui sont entourées de flou.»

Dans un communiqué sanctionnant la réunion qui a été distribué aux journalistes présents, nous pouvons lire : «ces chefs des tribus touareg du Tassili N'Ajjer, après un large débat, expriment leur inquiétude et leurs préoccupations quant aux annonces de changement et de réformes globales politiques et économiques inconnues, dans lesquels nous n'avons été ni associés, ni consultés, alors que nous représentons une large frange de la population dans la région du Sud. Une zone stratégique et sensible dans laquelle les tribus touareg jouent un rôle primordial dans la stabilité et la sécurité». En ajoutant «des personnes présentées à la télévision comme des notables touareg de la wilaya d'Illizi, en consultation avec le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, ne représentent pas la population touarègue de la région, nous leur dénions cette qualité et nions catégoriquement par la même occasion, avoir délégué ces personnes qui sont étrangères aux Touareg, puisque pour les deux personnes en question, l'une est native d'Adrar et l'autre de Ghardaïa».

El Hadj Ghouma s'interroge sur «l'objectif de cette supercherie qui risque de déstabiliser la région et mettre le feu aux poudres dans une région facile à s'embraser». «Je veux comprendre, a-t-il dit, qui est derrière ces individus et pour qui roulent-ils. Qu'on m'explique ce qui se passe et où veut-on en arriver avec de telles pratiques ?».

A la question de savoir s'il avait contacté le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour demander des explications, le chef des Touareg a répondu en soutenant que «nous avons envoyé plusieurs correspondances aux autorités de la wilaya d'Illizi, à Ould Kablia, au président du Sénat et à Bouteflika. Mais nous n'avons reçu aucune réponse».

«La population de la wilaya est inquiète et les chefs des tribus sont préoccupés et attendent des réponses concrètes.

Nous exigeons qu'une enquête soit ouverte sur cette affaire car nous la considérons comme une menace et une tentative d'attaquer notre ordre ancestral et bouleverser nos traditions. Nous n'acceptons pas de représentants que ceux que nous désignons nous-mêmes.» Et de poursuivre : «Nous avons notre propre ordre et cela depuis des siècles. J'ai activement participé, à l'aube de l'Indépendance, à l'édification de l'Algérie et à son développement. Je joue le rôle de médiateur dans les différentes crises qui peuvent embraser la région. Je lance un appel au Président pour se pencher sérieusement et efficacement sur la situation qui prévaut dans la région du Sud algérien».

Le communiqué signé par les Touareg du Tassili N'Ajjer affirme «soutenir les positions de l'Etat algérien dans sa politique étrangère sage vis-à-vis des événements régionaux et internationaux qui se déroulent actuellement».

Pour rappel, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales avait reçu, il y a plus d'une semaine, une délégation représentant des Touareg en vue de mettre en place une commission nationale des notables du Sud.

Concernant l'appel d'Ould Kablia aux Touareg de prendre part et veiller à la sécurité des frontières aux côtés de l'armée, leur chef a soutenu que «c'est un rôle que nous assumons parfaitement en révélant qu'actuellement, un recrutement massif de méharistes se déroule dans la région qui est frontalière avec la Libye».

H. M.

Lettre à M. Larue, rapporteur des Nations Unies

Je vous écris d'un des derniers coins d'expression qui me reste encore ouvert dans ce pays où vous venez enquêter sur l'état de la liberté de presse et d'opinion. J'y suis pourtant directeur d'un des plus grands quotidiens. Mais vous aurez à le constater, M. Larue, l'Algérie est un formidable havre d'espoir et d'hypocrisie, une terre emportée par les audaces et les amnésies, ce qui nous expose aux plus terribles extravagances, dont celle-là qui voudrait qu'un directeur de journal soit interdit d'expression, son journal fermé, ses livres prohibés, tous ses livres, dont le prochain, un roman intitulé *Le mensonge de Dieu*, déjà mis sous scellés par le gouvernement qui vous a invité. Ou celle-là, cette autre singularité de ces temps sans mémoire qui me voit aujourd'hui alerter un rapporteur spécial des Nations Unies sur un fait majeur qui aurait dû figurer naturellement dans son agenda. J'avoue ne pas savoir au juste à quoi correspond la mission d'un «rapporteur indépendant» ni la portée du rapport qu'il entend soumettre au Conseil des droits de l'Homme. Mais ayant cru comprendre que vous tenez à vous forger «une opinion éclairée sur la liberté d'opinion et d'expression en Algérie», il m'a semblé indispensable d'éviter à l'enquêteur que vous êtes, le handicap de repartir d'Algérie sans y avoir pris connaissance du plus grand viol de la liberté de presse jamais commis en Algérie depuis vingt ans.

Je veux parler de l'interdiction du principal quotidien d'opposition, un arbitraire qui dure depuis sept ans et dont personne, pourtant, n'a cru devoir vous entretenir.

Ce quotidien, M. Larue, s'appelle *Le Matin* et j'ai l'insigne privilège de l'avoir dirigé depuis sa fondation. Sa décapitation fut d'une sauvagerie inouïe : sa parution interdite, ses biens saisis, l'immeuble qui l'abritait vendu aux enchères, ses travailleurs largués à la rue, son directeur jeté en prison. J'étais en prison, depuis un mois déjà, quand j'appris sa disparition, décidée par le gouvernement, au milieu des larmes de lecteurs amputés d'une espérance, des pleurs hébétés des employés dépossédés de leur âme et de leur gagne-pain, de la solitude impuissante des journalistes orphelins d'un idéal.

Sans doute le choix que nous avons pris d'écrire et d'informer au rythme des salves de colère d'un peuple déchiré n'offrait-il pas d'autre destin que de tomber, un jour ou l'autre, au champ de bataille d'une guerre sans nom. *Le Matin* a été crucifié pour avoir été, par moments, la voix de ceux qui n'en avaient pas, les jeunes condamnés au chômage, les travailleurs méprisés, les populations dépouillées de leur avenir, les femmes spoliées de leurs droits. C'est cela, plus la défense de nos cadres, médecins, enseignants, souvent persécutés, parfois emprisonnés et brisés, toujours humiliés, poussés à l'exil et à l'abandon d'un pays privé alors de sa matière grise, de ses chercheurs, de ses scientifiques. C'est tout cela, ajouté aux dénonciations de tortures pratiquées honteusement sur des Algériens, au soutien à la révolte kabyle de 2001, aux enquêtes sur les malversations financières et sur les connivences louches qui mettaient en cause le cercle présidentiel, c'est tout cela que le journal a payé de sa vie.

Le Matin a payé de sa vie pour avoir porté la plume dans la plaie, devoir suprême du journaliste selon Albert Londres. Il se trouve, M. Larue, que les plaies ne manquent pas sur le corps de la malheureuse Algérie et Le *Matin* les fouaillait avec alacrité et insolence, sans aucun souci de prudence, avec, je l'avoue, cette ivresse indomptable du jeteur de pavé.

Ce gouvernement qui vous a invité, M. Larue, ne nous a rien pardonné de nos impertinences, ni notre obstination intraitable à désigner le monstre islamiste, ni nos dénonciations de la corruption et de l'injustice, ni encore moins l'idée d'écrire un livre démystificateur, *Bouteflika une imposture algérienne*, le livre que le président ne m'a jamais pardonné et qui, autant que les écrits du *Matin*, est à l'origine de la terrible répression qui s'abattit sur ma modeste personne.

Mais de tout cela, M. Larue, personne ne vous parlera parmi ceux qui, officiels algériens, représentants de la société civile, directeurs de journaux ou journalistes, que vous êtes appelés à rencontrer. L'homicide contre *Le Matin* relève désormais du souvenir encombrant dont chacun souhaite être délivré, le gouvernement parce qu'il l'a perpétré, les membres de mon honorable confrérie parce qu'ils l'ont couvert de leur silence.

Il est jusqu'au Département d'Etat, dont je présumais d'une certaine vigilance, pour contribuer à l'oubli, omettant de citer *Le Matin* parmi la liste des victimes du harcèlement du gouvernement algérien.

Bien entendu, je ne regrette rien de ce que nous avons fait. Par la persistance de ses refus, je crois que ce journal a aidé à réaffirmer, au cœur d'une époque incrédule, contre les connivences et les basses lucidités, l'existence de la parole libre sur la terre de mon pays.

Aujourd'hui encore, je pense que la disparition dans l'honneur du *Matin* apporte plus à la cause de la liberté qu'une existence dans l'indignité.

J'inscris cette décapitation dans le prix à payer dans la recherche de ces hypothétiques sources de lumière pour notre peuple. C'est un processus long et coûteux. Et je crois qu'en dépit de tout, notre pays a la chance de pouvoir bâtir une presse libre.

Aussi ma lettre n'entend-elle pas se résumer aux sarcasmes, nombreux en cette période de désenchantement, ni céder aux humeurs acariâtres. Pour avoir travaillé sous l'ère de la presse unique, je sais que tout est préférable à une presse unique, même une presse indépendante qui s'est égarée dans les bras de la régence et qui en est revenue souillée. Il faut avoir vécu la tyrannie du bâillon, la tyrannie d'une presse d'État, sa censure, ses mensonges, son mépris pour le citoyen. Il faut avoir vécu cette presse de la tromperie et des vérités cachées pour réaliser le poids d'un terrible privilège : avoir une fenêtre sur les vérités cachées.

Pouvoir encore lire que des compatriotes observent des grèves, qu'ils manifestent, crient leur colère ou leurs espoirs. Suivre les feuilletons d'un pouvoir corrompu, la saga d'un wali prévaricateur, les méfaits de notables concussionnaires, toutes ces nouvelles du pays réel que ne diffusent pas les grands médias du pouvoir, et qu'on ne retrouve que dans les pages de journaux indépendants. Où pourrait s'exprimer une société mécontente et interdite de télévision et de radio s'il ne subsistait des micros encore ouverts, ces journaux libres qui restent les ultimes porte-parole d'une terre persécutée ?

Mais puisque vous envisagez de transmettre au gouvernement algérien des recommandations en matière d'ouverture médiatique, incluez, je vous prie, celle de ne pas s'illusionner sur *Le Matin* : jamais il ne se taira sur l'arbitraire qu'il a subi. Son supplice restera à jamais une tache noire sur la face de nos gouvernants. Eux partiront. *Le Matin* renaîtra.

Et si d'aventure, vous pourriez accélérer le processus, sachez que *Le Matin* est apte à reprendre sa route dès aujourd'hui.

Je vous souhaite grand succès.

Mohamed Benchicou
Directeur du *Matin*

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)
CONDOLÉANCES

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de la mère de notre cher ami et confrère Hacen Ouali, journaliste au quotidien *El Watan*. En cette douloureuse circonstance, l'ensemble des membres du Syndicat national des journalistes présente à Hacen, ainsi qu'à l'ensemble de la famille Ouali de Tizi-Ouzou ses plus sincères condoléances. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis. *«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»*

P/ le syndicat national des journalistes,
le secrétaire général,
Kamel Amarni

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Campagne d'adhésion et de réadhésion

Le Syndicat national des journalistes informe l'ensemble des journalistes algériens qu'il lance une campagne d'adhésion et de réadhésion pour l'année 2011.

A cet effet, les journalistes concernés sont priés de fournir les pièces suivantes :

- Deux (02) photos d'identité.
- 600 DA frais de cotisation annuelle.

Par ailleurs, un formulaire d'adhésion à remplir est mis à leur disposition.

Pour ce faire, prière de se présenter au centre de la Fédération internationale des journalistes, à Alger, sis à la Maison de la presse Tahar-Djaout ou contacter le : 05 54 83 91 33.

P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général
Kamel Amarni